

La rencontre suivante s'est déroulée à Berlin en juin 2000. Y ont participé les dirigeants de l'Afrique du Sud, de l'Allemagne, de l'Argentine, du Brésil, du Canada, du Chili, des États-Unis, de la France, de la Grèce, de l'Italie, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal et de la Suède. Le communiqué issu de cette rencontre résumait les discussions au sujet de la nouvelle économie, de la modernisation du gouvernement et du rôle de la société civile. Il faisait aussi état de leur volonté de poursuivre les échanges de vues sur les valeurs qu'ils partagent et sur les pratiques exemplaires en matière de gouvernance de progrès.

À la réunion de Berlin, le premier ministre, M. Jean Chrétien, a présenté un document intitulé *La voie canadienne*. Il décrit la manière dont le Canada relève les défis de la gouvernance moderne suivant un modèle proprement canadien, lequel traduit ses valeurs et mise sur ses atouts, son histoire et sa culture.

La situation actuelle

Beaucoup de choses ont changé depuis que les dirigeants se sont réunis à Berlin en juin 2000, puis brièvement à New York en septembre de la même année. L'expression « troisième voie » a été remplacée par « gouvernance de progrès », et les dirigeants forment le réseau de la gouvernance de progrès. La composition du réseau s'est modifiée : ce dernier inclut maintenant l'Afrique du Sud, l'Allemagne, le Brésil, le Canada, le Chili, la Corée du Sud, la France, la Grèce, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, le Royaume-Uni et la Suède.

La rencontre des dirigeants à Berlin avait été immédiatement précédée par une conférence d'experts de chacun des pays participants. En prévision du sommet des dirigeants qui devait avoir lieu les 14 et 15 septembre 2001 — remis en raison des événements du 11 septembre —, une réunion d'experts avait eu lieu à Stockholm en juin 2001. On y avait examiné des documents décrivant les « pratiques exemplaires » de chaque pays dans sept domaines : assistance sociale active, soins de santé, multiculturalisme, développement durable, prévention du crime lié à la drogue, fossé numérique et renforcement du pacte social international.